

# AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2022-01-13a-00131 Référence de la demande : n°2022-00131-041-001

Dénomination du projet : RCEA - section Palinges - RD25 - 71

Lieu des opérations : -Département : Saône et Loire -Commune(s) : 71430 - Palinges.71430 - Saint-Vincent-Bragny.

Bénéficiaire :

## MOTIVATION ou CONDITIONS

Le projet, porté par la DREAL Bourgogne Franche-Comté (Service Transports Mobilités), en tant que maître d'ouvrage, concerne la réalisation de la mise à deux voies de la RN70 entre Saint Vincent-Bragny (PR 10) et Palinges (PR14 + 600) dans le département de Saône-et-Loire, sur un linéaire de 4,6 km répartis sur les deux communes précitées. Le projet consiste à doubler la voie existante sur place.

La demande de dérogation concerne des espèces animales protégées : neuf espèces d'oiseaux, six espèces de mammifères chiroptères, quatre espèces de batraciens, et une espèce d'insectes au titre de la destruction, d'altération et de dégradation de leurs sites de reproduction ou de leurs de repos et/ou au titre de la destruction ou de la perturbation des individus et/ou de la capture des individus (selon tableau page 16).

Le CNPN n'a pas d'observations sur l'aire d'étude éloignée d'environ 5 km autour du projet pour évaluer le contexte écologique (espaces naturels, continuités écologiques) dans le lequel s'inscrit le projet et sur l'aire d'étude rapprochée pour les inventaires, située dans une bande de 500 m centrée autour du projet sur tout le linéaire concerné. La méthodologie d'inventaires (groupe taxonomiques inventoriés, périodes et protocoles d'inventaires, critères d'évaluation des enjeux) et les méthodes d'évaluation des impacts n'appellent pas de remarques.

L'analyse de l'état actuel des milieux naturels, de la flore et de la faune, fondée sur l'analyse des bases de données régionales disponibles et sur les inventaires réalisés permet de qualifier des enjeux de conservation concernant les différents groupes taxonomiques étudiés et d'évaluer les impacts bruts sur les différentes espèces à enjeux modérés à fort (selon synthèse dans tableau page 145). Le CNPN n'émet pas d'observations sur les évaluations proposées.

Dans la mesure où il s'agit de l'élargissement d'une infrastructure existante, les mesures d'évitement ne peuvent être étudiées que très localement tel qu'indiqué dans le dossier (page 140). La mesure d'évitement proposée consiste à délimiter l'emprise du chantier notamment pour éviter l'accès des engins dans le milieu naturel non concerné par le projet. Le CNPN demande que l'évitement des zones à enjeux soit phasé avec l'adaptation du planning des travaux aux dates de sensibilités des espèces.

Le CNPN juge pertinentes les douze mesures de réduction proposées en phase chantier ou en phase d'exploitation, mais émet les observations ou recommandations suivantes, qui pourront être complétées par la DREAL avec des précisions opérationnelles :

- Mesure MR 01 – Adaptation des horaires des travaux

Les travaux auront lieu le jour, ce qui est satisfaisant, mais dans la mesure où il est indiqué que certains travaux pourraient avoir lieu de nuit, il conviendra d'adapter l'éclairage avec un écologue pour éviter le plus possible les impacts sur la faune concernée.

- Mesure MR 02 - Adaptation du planning des travaux

Le CNPN agréé les périodes proposées pour l'abattage des arbres à cavités à chauve-souris, à savoir du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre et du 1<sup>er</sup> octobre au 28 février pour la coupe des autres arbres (page 151). La DREAL précisera si nécessaire les périodes pour d'autres activités (par exemple pour le dessouchage) selon les recommandations faites en la matière.

- Mesure MR 06 : Mise en place de barrière anti-amphibien durant le chantier

La présence d'un écologue est recommandée pour la mise en place de cette mesure (pose des barrières, déplacements éventuels de spécimens, etc.).

## MOTIVATION ou CONDITIONS

- Mesure MR10 - réhabilitation et gestion des habitats naturels (après travaux)

Les recommandations faites pour la gestion des habitats (page 155) sont nécessaires et pourront être complétées par la taille des haies et arbustes (si nécessaire aux abords de la voirie), qui devra être faite entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 mars.

L'évaluation des impacts résiduels (résumée dans les tableaux 50, pages 165 à 169) est logique au regard des mesures *supra* qui seront mises en place.

La méthodologie pour le calcul des ratios de compensation est clairement exposée. Elle aboutit à des propositions satisfaisantes en termes de ratios, de surfaces à compenser par habitat concerné et pour chaque espèce parapluie considérée (cf. tableau 60, page 172 et 173). Ainsi les surfaces de compensation représentent 12,38 hectares de milieux boisés et 0,68 hectare de milieux ouverts.

Quatre mesures de compensation (trois concernant les milieux ouverts et une concernant les milieux boisés), dont certaines sont déclinées en plusieurs sous-mesures sont proposées (résumées dans le tableau 61 pages 183 et 184).

Le descriptif des mesures de restauration et de gestion des milieux envisagées sur les sites de compensation (pages 175 à 182) appelle juste à quelques recommandations du CNPN. La surface de la mare devra être supérieure à 15 m<sup>2</sup> pour assurer une quantité d'eau suffisante pour éviter les assèchs. L'emplacement des nichoirs à chiroptères et à oiseaux devra être déterminé avec l'aide d'un écologue.

Le CNPN constate que la compensation des milieux boisés n'est pas atteinte, dans la mesure où le seul site de compensation certain, au moment du dépôt du dossier (celui de la forêt du Centre hospitalier de Dijon sur la commune de Perrecy-les-Forges), a une surface de 8,72 hectares, alors que la surface attendue est de 12,34 hectares. L'étude ONF sur la recherche de sites compensatoires (annexe 11.4) présente trois autres sites, dont deux (situés dans les forêts communales respectivement de Curdin et de Toulon-sur-Arnoux) sur lesquels les peuplements (boulaie-aulnaie pour l'un, et faible proportion de feuillus pour l'autre) conviennent guère pour créer des îlots de senescence fonctionnels pour les taxons concernés (chiroptères, picidés). Quant au site potentiel situé sur la forêt communale de la Guiche, les investigations sont insuffisantes pour retenir ou pas ce site comme site de compensation.

Les mesures d'accompagnement et de suivi n'appellent pas de remarques du CNPN.

### Conclusion :

**Le CNPN donne un avis défavorable** à la demande de dérogation, tant que la surface de compensation relative aux milieux boisés n'est pas atteinte. La dérogation pourra être accordée dès que le préfet disposera, d'une part, d'un deuxième site de compensation en milieu forestier d'une surface de 3,62 hectares en plus du site proposé, géré et restauré selon les préconisations de la mesure MC 04 (avec en particulier création d'îlots de senescence), validé par le service instructeur et d'autre part, d'une contractualisation ferme pour chaque site de compensation sur une durée d'au moins trente ans.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :  
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☐

Défavorable ☒

Fait le : 24 mars 2022

Signature :

